



SOCIÉTÉ ROYALE  
D'ARCHÉOLOGIE  
DE BRUXELLES

---

BULLETIN  
D'INFORMATION

N°66 - MARS 2012



Avec le soutien de  
L'ECHEVINAT DE LA CULTURE  
DE LA VILLE DE BRUXELLES

## LE MOT DU PRÉSIDENT

L'Assemblée Générale statutaire de la Société Royale d'Archéologie de Bruxelles s'est tenue le mardi 7 février 2012 dans la salle de conférences de l'Hôtel de Ville, une fois encore généreusement mise à notre disposition par la Ville de Bruxelles. Une cinquantaine de membres avaient bravé le froid glacial pour prendre part à cette réunion capitale pour la vie associative. Conformément aux nouveaux statuts, seuls les membres effectifs en règle de cotisation avaient droit de vote, mais tous furent évidemment bienvenus.

Une partie importante de l'AG a été consacrée à l'examen des comptes 2011 et du budget 2012. En effet, une des obligations les plus pressantes qui se présentent à nous est assurément d'adapter la comptabilité de la Société aux nouvelles normes et exigences légales ; la tâche est considérable, mais elle est indispensable pour pouvoir bénéficier des subsides vitaux pour la Société. Notre trésorier, Robert Bouffieux, et notre trésorier-adjoint, Jean Lemaylleux, ont accompli un remarquable travail de clarification ; cependant le chemin est encore long avant d'arriver à un résultat tout à fait satisfaisant et il faudra rapidement mieux centraliser les données rela-

tives aux membres (notamment au paiement des cotisations) et tous les renseignements administratifs liés à la vie de la Société. Un immense effort devra également être fait pour reprendre contact avec d'anciens membres et pour en recruter de nouveaux, de préférence actifs et dynamiques.

Une autre de nos préoccupations concerne la communication et l'amélioration de la transmission des informations de toutes natures qui touchent à la Société (conférences, visites, excursions, fouilles, publications). Grâce à Jean-Didier van Puyvelde, notre *Bulletin trimestriel* a amélioré sa présentation (16 p. au lieu de 12, meilleure qualité des illustrations). Placées sous la direction experte de Didier Martens, nos *Annales* maintiennent le rythme de publication annuelle rétabli par Pierre Bonenfant ; le tome 70, distribué à l'issue de l'AG, est d'ailleurs particulièrement réussi et contient quelques contributions appelées à faire date dans l'historiographie bruxelloise ; le tome 71, en voie d'achèvement, contiendra une monographie, par Françoise Jurion, de l'œuvre de l'architecte bruxellois Henri Jacobs. La *Lettre du mois* tient nos membres au courant de nos nombreuses activités. Un dépliant de



présentation de la Société devrait être finalisé pour l'automne 2012. Mais il est évident que les efforts doivent prioritairement porter sur notre *site internet*. Avec l'accord et la participation de George Laurent (qui a conçu le site actuel), la responsabilité de l'actualisation a été confiée à Michel Rottiers ; pour ce faire, nous pouvons compter sur l'aide du CReA-Patrimoine de l'Université de Bruxelles, dont le site, mis au point par Nathalie Bloch, nous a semblé correspondre parfaitement à nos souhaits. Outre l'historique de la Société et ses réalisations (fouilles et publications, par exemple), le site comprendra un agenda des activités, les statuts, les procès-verbaux de réunions ainsi que des liens avec des organismes officiels et des Sociétés sœurs.

Comme il se doit, l'Assemblée Générale a été l'occasion, pour notre secrétaire général André Vanrie, de donner lecture du rapport moral 2011 reprenant les conférences et les très nombreuses visites et excursions organisées de main de maître par Anne Buyle. Les membres de la SRAB ont également pu prendre connaissance de nos activités archéologiques coordonnées avec une rare efficacité par Michel Fourny, souvent en collaboration étroite avec le CReA-Patrimoine de l'ULB : les chantiers d'Uccle (Neckersgat) et de Bruxelles-Ville

(rue de Flandre ; Tour Anneesens) se sont ainsi ajoutés, en 2011, à notre participation hebdomadaire à la gestion d'anciens chantiers de la Société, aujourd'hui « muséologisés » (l'ancien couvent des Récollets, la cathédrale Saints-Michel-et-Gudule et l'ancien palais du Coudenberg).

Par ailleurs, un nouvel administrateur a été accueilli à l'unanimité : il s'agit de Stéphane Demeter, historien et archéologue, premier attaché à la Direction des Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale et actuel président de l'asbl Palais de Charles Quint (Coudenberg). L'intégration au sein du Conseil d'Administration d'un aussi bon connaisseur de l'histoire et de l'archéologie bruxelloise est d'autant plus heureuse qu'elle renforce nos liens avec l'administration de la Région de Bruxelles-Capitale, en complément des liens, tissés de longue date, qui nous unissent à la Ville de Bruxelles.

L'AG a été l'occasion de redire notre gratitude à notre dessinateur-photographe Nguyen Huu Hung qui vient d'être admis à la retraite. Elle a aussi permis de remercier tous ceux qui, avec compétence et gentillesse, gèrent la vie quotidienne de la Société.

Lors de l'AG du 7 février 2012, un

certain nombre de problèmes importants n'ont pu être qu'évoqués rapidement (locaux, bibliothèque, personnel, etc.) et il conviendra d'y revenir en temps utile.

À l'issue de l'Assemblée, Alexandre Keresztessy a présenté un film monté en hommage à notre ancien président Pierre Bonenfant et constitué de trois séquences filmées par lui dans les années nonante pour l'émission « La Roue du Temps » (RTBF) dont il était le réalisateur. Madeleine Le Bon a agrémenté la projection de quelques commentaires et souvenirs émouvants.

Deux semaines après l'AG, nous apprenions avec tristesse le décès de notre administrateur, le comte Wenceslas de t'Serclaes (Ixelles 9 janvier 1924 – Uccle 23 février 2012). Le comte de t'Serclaes, architecte-urbaniste, profondément attaché à l'histoire de Bruxelles, a toujours été extrêmement attentif à la vie de la SRAB. Le 31 janvier, il avait pris part au Conseil d'Administration de la Société et nous avait prodigué de pertinents conseils. Nous rendrons hommage à sa mémoire dans le prochain *Bulletin trimestriel*.

Alain DIERKENS,  
Président de la Société Royale  
d'Archéologie de Bruxelles

## DU CHÂTEAU DE CARLOO À LA PLACE SAINT-JOB

Les fouilles en cours à l'initiative de la Division des Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale : une nouvelle collaboration entre la SRAB et le CReA-Patrimoine de l'Université Libre de Bruxelles.

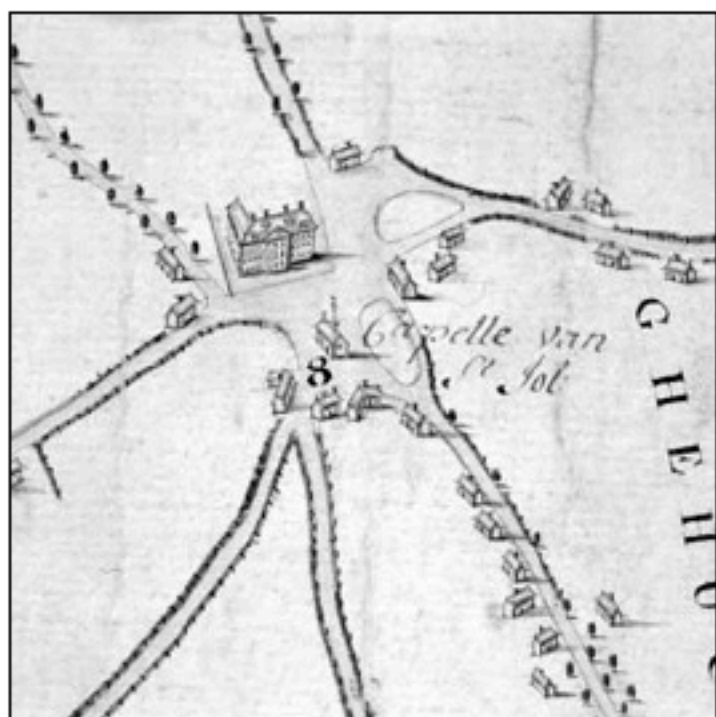
### *Une longue histoire !*

L'occupation du site est attestée depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, mais il faut attendre le XV<sup>e</sup> siècle et les premières mentions dans les archives pour y voir confirmée la présence d'une habitation seigneuriale, sous la forme d'un manoir, d'une tour en pierre et d'une ferme. Plus tard, au XVI<sup>e</sup> siècle, le premier véritable

château de Carloo est érigé par Thierry van den Heetvelde. Le 28 juin 1665, le feu prit au château qui fut entièrement réduit en cendres, selon les dires de Gilles van der Noot, son propriétaire. La reconstruction fut entamée en juillet de la même année et s'acheva le 22 mars 1668, date à laquelle les échevins se réunirent en ce lieu. Le



château van der Noot a sans doute été démoli vers 1770 sous l'impulsion du jeune baron de Carloo, Jean-Joseph-Philippe van der Noot, comte de Duras, qui s'offrit un château plus adapté au goût du jour.



*Le site de la place Saint-Job en 1777, avec le château de Carloo et la chapelle Saint-Job (Bruxelles, Archives Générales du Royaume, Cartes et plans manuscrits, 2395).*

Cette nouvelle construction entraîna une restructuration du centre de Carloo, l'agrandissement des douves et la création d'une nouvelle drève, qui deviendra l'avenue du Prince de Ligne, reliant le château à la chaussée de Waterloo. Le domaine est mis à sac en 1790, dans la tourmente révolutionnaire, puis échoit aux princes de Ligne au début du XIX<sup>e</sup> siècle. À cette époque, le château est abandonné puis démoli avant 1819. Après cette date

l'esplanade continua d'exister, précédée de deux pavillons d'entrée et entourée des douves qui furent à leur tour comblées vers 1860. Ces derniers vestiges furent enfin évacués en 1910, lors de la création de la place Saint-Job.

### *Les fouilles archéologiques aujourd'hui...*

L'Intercommunale Hydrobru, qui gère les réseaux d'égouts des dix-neuf communes bruxelloises, a confié à Vivaqua la réalisation d'un bassin d'orage de 4000 m<sup>3</sup> sous la place Saint-Job à Uccle, en complément au bassin existant. Ceci répond à la demande de la commune d'Uccle, soucieuse de régler le problème récurrent d'inondations dans la vallée du Gelytsbeek. Lors de la construction de ce premier bassin d'orage, en 1998, une fouille archéologique avait été organisée par la Direction des Monuments et Sites de la Région de Bruxelles-Capitale en collaboration avec les Musées Royaux d'Art et d'Histoire. En effet, la place Saint-Job recouvre en partie l'emplacement de l'ancien château de Carloo dont les origines remontent au XIII<sup>e</sup> siècle.

Au vu des résultats de cette campagne de fouilles qui livra de nombreux vestiges attribuables à quatre grandes phases d'occupation du site et conformément au Code Bruxellois d'Aménagement du



Territoire (art. 245), une clause archéologique a été insérée dans le permis. Dans ce cadre, la DMS a élaboré un cahier spécial des charges portant sur la réalisation d'une recherche archéologique sur la surface totale nécessaire au bassin d'orage, soit 700 m<sup>2</sup>. Ce marché public a été remporté par le CReA-Patrimoine (Centre de Recherche en Archéologie et Patrimoine de l'Université Libre de Bruxelles) en association avec la Société Royale d'Archéologie de Bruxelles. La phase de chantier archéologique se déroulera sur trois mois.

Des visites guidées du chantier de fouilles archéologiques de la place Saint-Job seront organisées tous les vendredis à 15 h à partir du 20 avril 2012 par nos amis du Cercle d'Histoire, d'Archéologie et de Folklore d'Uccle et environs. Nous en précisons les modalités dans la prochaine lettre du mois.

### ***Orientation bibliographique***

- Yves CABUY, Stéphane DEMETER & Françoise LEUXE, *Atlas du sous-sol archéologique de la région de Bruxelles*, vol. 3 : *Uccle*. Bruxelles, Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale & MRAH, 1992, p. 52-57.

- Sylvianne MODRIE & Jacques LORTHOIS, *Les châteaux de Carloo. Archéologie & histoire*, Bruxelles, Cercle d'histoire, d'archéologie et de folklore d'Uccle et environs, 2000.



La première photo du chantier de la place Saint-Job. On y voit l'énorme tranchée dans laquelle apparaît timidement le mur extérieur sud arasé du château, sous 2 m de remblais. 95 % de la surface de la tranchée montrent un limon sableux stérile correspondant au comblement des douves.

# LA COLLÉGIALE SAINT-VINCENT DE SOIGNIES. UNE RESTAURATION D'ENVERGURE POUR UN MONUMENT EXCEPTIONNEL

*Résumé de la conférence donnée le 28 février 2012 à la SRAB par  
Jacques DEVESELEER, Conservateur de la collégiale Saint-Vincent et  
du Musée du Chapitre à Soignies,  
attaché au Service Public de Wallonie*

La collégiale romane de Soignies peut s'engager résolument dans un second millénaire, désormais remise en état de fond en comble et embellie par une restauration d'importance. Entamée il y a un quart de siècle pour l'extérieur – dont près de dix ans pour la seule tour occidentale –, celle-ci s'est complètement achevée en mai 2010, avec la réouverture du chœur, au terme de deux ans d'intenses travaux intérieurs puis d'une patiente restauration de décors peints médiévaux. Cette campagne a suscité de multiples recherches historiques et techniques, en même temps qu'elle a réservé de passionnantes découvertes archéologiques, révélant le potentiel qu'est susceptible de receler un monument aussi ancien.

Celui-ci est, en effet, l'un des rares grands sanctuaires du pays à avoir conservé l'essentiel de sa disposition et de ses formes des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. Il s'agit en outre d'un chaî-

non important dans l'élaboration de l'architecture médiévale de nos régions, associant des caractères encore préromans et des innovations élaborées en Normandie. Ainsi, la sobriété de ses volumes juxtaposés et la rudesse de ses murailles en moellons bruts contrastent avec l'ampleur rythmée de ses nefs à l'intérieur. Par l'accent mis sur la croisée du transept, dominée par une puissante tour lanterne, jadis accompagnée de deux tourelles, et par la présence de galeries sur les bas-côtés, elle inaugure le courant dit scaldien, qui s'épanouira à Tournai au XII<sup>e</sup> siècle.

La collégiale Saint-Vincent demeure toutefois imparfaitement connue, notamment faute de sources écrites et de fouilles au sol. C'est donc le bâtiment lui-même qui, par l'analyse architecturale et par des comparaisons stylistiques ou typologiques, a fourni jusqu'à présent l'essentiel de ce que nous en savons. Et pourtant, le pro-





gramme d'intervention, large dans son rayon d'action, puisqu'il concernait toutes les composantes intérieures de l'édifice (enduits, plafonds, mobilier, électricité, etc.), n'avait au départ pas d'ambition scientifique et n'avait prévu, dans le cadre du certificat de patrimoine, aucune étude préalable ni aucun accompagnement archéologique, alors que la législation l'impose pour tout monument exceptionnel.

Or, un tel chantier constitue une opportunité – à saisir absolument – d'aborder ou d'approfondir des questions que pose le monument aux historiens et aux archéologues. Les travaux permettent, en effet, des constats momentanés qui sont irrémédiablement perdus s'ils ne sont pas dûment enregistrés. Ils autorisent par ailleurs des investigations archéologiques qui ne pourraient être raisonnablement entreprises en dehors de ce contexte.



Finalement, la direction du chantier a accepté la mise en place d'un suivi par le Service de l'Archéologie du Hainaut. Sa mission était d'accompagner les éventuelles découvertes d'éléments architectoniques ou décoratifs qui pouvaient résulter du démontage des nombreuses boiseries et du décapage de certaines zones murales. Parallèlement, une liste d'investigations souhaitables fut dressée à l'initiative du conservateur, détaillant les endroits où des dégagements, sondages ou recherches de vestiges étaient susceptibles d'apporter des éléments neufs à des questionnements souvent anciens.

L'intérêt d'une telle démarche est apparu clairement lorsque les travaux de décapage entamés dans le chœur, sans précautions particulières au départ, ont fait apparaître des enduits et des décors peints anciens. En urgence, une mission spécifique a pu être confiée par le Département du Patrimoine de la Région Wallonne à Stéphanie Morris, archéologue-historienne de l'art spécialisée dans l'étude des peintures murales en Wallonie. À ce stade, on ignorait encore tout des décors médiévaux repérés au XIX<sup>e</sup> siècle, quant à leur étendue, leur localisation précise ou leur état de conservation, mais l'archéologue fut toutefois autorisée à procéder elle-même aux dégage-

ments avec l'aide d'opérateurs du Service de l'Archéologie du Hainaut... à condition que cela se fasse dans des délais rapides... Au final, cela a donné lieu à la découverte de vestiges de trois phases de décor, du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle : le premier est un enduit monochrome beige rosé, compact et très lisse, les suivants sont à dominante rouge et jaune sur enduit clair, simulant un appareil à faux joints et soulignant les articulations architecturales – arcs des fenêtres et des voûtes – par des motifs géométriques, des arcatures ou des rinceaux. Ces éléments ont fait rapidement l'objet de relevés minutieux, d'une étude et de propositions de traitement, mais les modalités de mise en valeur de ces décors mis au jour ont fait l'objet de longs mois d'hésitations, de débats, de consultation de divers spécialistes. L'option retenue en définitive, suggérée et défendue par le conservateur pour concilier les préoccupations scientifiques, esthétiques et didactiques, fut de circonscrire de manière régulière les zones les plus significatives et les mieux conservées. Ces « fenêtres archéologiques », soigneusement restaurées et bien mises en évidence par le contraste avec l'enduit clair qui les environne, ont acquis une grande lisibilité par rapport à l'option maximaliste initialement retenue ; les autres vestiges sont protégés par un

enduit d'argile puis de chaux et constituent une réserve archéologique.



Une réflexion un peu similaire a concerné la plastique murale romane que l'enlèvement des enduits a mis au jour, toujours dans le chœur. Les murs latéraux sont, en effet, rythmés par des arcades jumelées par une colonnette montant de fond à l'origine, qui ont été comblées par des briques et masquées au XVII<sup>e</sup> siècle pour donner plus d'unité au réaménagement de cet espace dans le style baroque. Une remise en valeur de ce décor roman originel était-il fondé ? Selon quelles modalités pouvait-elle être envisagée ? Tout un débat. En fin de compte, vu l'altération de ces arcades dans la partie inférieure au XVII<sup>e</sup> siècle et vu surtout le manque de moyens pour traiter correctement les enduits anciens conservés derrière les comblements en briques, d'une part, et le caractère hybride qui résulterait de l'intervention dans un chœur aujourd'hui très cohérent visuelle-

ment dans son décor baroque, il a été décidé de simplement marquer les niches murales dans l'enduit et de remettre en place les toiles monumentales du maître baroque anversois, Gérard Seghers.

Toujours dans la partie orientale de l'église, le mur extérieur du chevet du chœur a également été décapé, non tant pour répondre à une nécessité du chantier que pour rencontrer une interrogation de longue date des historiens à propos du dispositif de présentation des reliques de saint Vincent à l'époque romane. En effet, ce dispositif est connu pour les siècles suivants : du XIII<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle, un imposant monument aux reliques à deux niveaux de colonnettes en pierre de Tournai, au fond du chœur, et depuis le tournant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, une chapelle axiale construite en hors-d'œuvre pour s'ouvrir au centre du maître-autel avec tous les effets d'une disposition baroque. Ladite chapelle surmonte un couloir des pèlerins aménagé le long du mur de chevet du chœur, qui était jadis à l'extérieur de l'église. Or là, le décapage a mis au jour trois ouvertures longues et étroites disposées à intervalles réguliers, ayant permis de prendre la lumière du jour. Deux d'entre elles, partiellement dégagées à partir de l'extérieur, conservent encore un enduit dans l'embrasure. Ceci rencontre une propo-





sition de Jean-Claude Ghislain, docteur en histoire de l'art, selon laquelle il y aurait eu, à l'époque romane, une crypte étroite, semi-enterrée, s'allongeant sous une sorte de podium à la travée orientale du chœur. Cet espace voûté, accessible par quelques marches, avait pour fonction de conserver les reliques de saint Vincent, selon une disposition qui se retrouve notamment dans des églises du bassin de l'Escaut remontant au XI<sup>e</sup> siècle, voire à la fin du siècle précédent. L'hypothèse, fondée sur des comparaisons typologiques et le raisonnement, réclamait toutefois absolument une confirmation matérielle, qui a pu ainsi être four-

nie par l'archéologie et faire avancer la connaissance du bâtiment. Ce mur de chevet peut être considéré, d'une certaine manière, comme la pierre angulaire de tout l'édifice, tant sur le plan cultuel qu'architectural. En effet, le chœur a été conçu dès l'origine – la construction de l'église, qui est avant tout le réceptacle des restes de saint Vincent, a commencé vraisemblablement autour de 1020 – avec une travée orientale aux reliques. En outre, ce mur, qui a été étudié aussi d'un point de vue géologique quant à l'origine et aux caractéristiques des matériaux mis en œuvre, est sans doute le plus ancien conservé à Soignies pour

l'époque médiévale.

Une autre découverte archéologique passionnante a, pour sa part, réorienté un aspect du chantier. La démolition de la chape de béton coulée en 1901 sur les galeries qui surmontent les bas-côtés a laissé apparaître, lors de la fouille des remblais qui se trouvaient dessous, un matériel archéologique et historique particulièrement intéressant, parmi lequel les vestiges d'un ancien plancher. Cette découverte inattendue, mise en lumière par le Service d'Archéologie de Hainaut, a amené le comité d'accompagnement du chantier à remettre en question la réalisation d'une nouvelle chape en béton telle que prévue au cahier des charges et à envisager la réfection du sol des galeries en chêne. Cette fouille s'était imposée par la découverte, dans la terre de remblai, d'un grand nombre de feuillets manuscrits, sur parchemin ou sur papier, remontant essentiellement à la pé-

riode comprise entre le XV<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècles. Certains sont encore en très bon état, dont quelques-uns enroulés avec leur ligature originale ! Ces documents d'archives côtoyaient des restes divers de bois sculpté et doré, de cuir, de verre coloré et même d'une toile peinte millésimée, etc. Une série significative a été restaurée à l'initiative du musée du Chapitre attaché à la collégiale, dont des chirographes destinés au coffre des jurés de la ville.

L'archéologie du bâti a, elle aussi, pu influencer certaines décisions d'intervention, en leur donnant une base plus scientifique. Elle a notamment déterminé le modèle de plafonds à reconstruire sur la nef et les galeries. Celui-ci s'est fondé à la fois sur l'analyse des archives de la restauration de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sur des recherches typologiques et, élément déterminant, sur l'observation d'une rainure entaillant les lambourdes au sommet des



murs de la nef, placées juste sous les entrants et longtemps cachées par le plafond néo-roman. Le type à longerons rainurés, perpendiculaires aux entrants, dans lesquels sont insérées des planchettes de chêne a été proposé en conclusion de l'étude menée, supplantant le modèle



uniformément plat prévu initialement par l'auteur de projet. Il confère aux plafonds une membrure simple mais forte, qui répond au rythme imprimé à l'espace par les arcades romanes.

Appuyant cette nouvelle option avec le souci de dégager les meilleures options techniques et patrimoniales possibles, la Direction de la Restauration du Service public de Wallonie s'est particulièrement impliquée sur plusieurs aspects du chantier en initiant des études préalables, des consultations d'experts, des synergies pour résoudre des questions qui n'avaient pas été abordées lors de la rédaction du cahier des charges.

À titre d'exemple, l'une des études techniques menées a concerné la mise au point, spécifiquement pour la collégiale, d'une composition d'enduit et d'une méthode d'application de celui-ci qui soient parfaitement compatibles avec les enduits anciens conservés dans le chœur et dans le transept.

Ces différentes découvertes et interventions sont développées dans une publication de qualité, abondamment illustrée, en particulier



par des clichés de Guy Focant, photographe du Service public de Wallonie, et par des relevés de Philippe Sartieaux, attaché au Service de l'Archéologie du Hainaut. L'objectif de cet ouvrage, en présentant les différentes facettes de la restauration de la collégiale Saint-Vincent depuis ses débuts, est de conserver la mémoire du chantier, de consigner les apports nouveaux à la connaissance du bâtiment et de faire part d'une expérience singulière, dont d'autres



restaurations pourraient éventuellement tirer quelque enseignement. Mais c'est bien plus qu'un compte-rendu descriptif des travaux. L'exposé se fait volontiers explicatif, critique ou exploratoire.

Une des spécificités de l'ouvrage, dans la partie consacrée à la restauration intérieure, est de veiller à mettre en valeur les savoir-faire dont a bénéficié la collégiale durant ces importants travaux, notamment en matière de restauration de mobilier baroque, de dorure et de polychromies sur bois, de peintures murales, d'enduits, ... Ainsi se côtoient les contributions de personnes d'horizons divers, non seulement d'archéologues et historiens de l'art, géologue ou historien, mais aussi de restauratrices, artisans et techniciens. La passion partagée a permis de faire coïncider la sortie de presse de la publication avec la fin des travaux et la réouverture de l'édifice au public. Ceci est suffisamment rare pour être souligné.

L'expérience vécue sur ce chantier sonégien confirme, si besoin en est, l'importance d'un suivi archéologique en cas d'intervention sur un monument classé d'intérêt exceptionnel. Dans le cas d'espèce, un bâtiment aussi ancien que la collégiale romane Saint-Vincent et aussi important sur le plan de l'histoire de l'architecture dans

nos régions était hautement susceptible de livrer des éléments scientifiquement exploitables à l'occasion d'investigations archéologiques. Ce n'est que progressivement – et parfois tardivement – que les initiatives ici se sont mises en place. Idéalement, pour un chantier d'une telle ambition, il aurait fallu que les travaux soient suivis régulièrement par quelqu'un qui soit formé à l'archéologie du bâti et qui ait bien en tête toute l'historiographie relative à l'édifice et les questions que celui-ci pose. Il aurait pu ainsi confronter systématiquement les connaissances préétablies avec les constats momentanés rendus possibles par les travaux, faire des recommandations utiles à l'entreprise, entretenir des échanges suivis avec les restaurateurs, établir des rapports réguliers sur lesquels le comité d'accompagnement puisse s'appuyer pour choisir les modalités d'intervention, etc.

Jacques DEVESELEER,  
Conservateur de la collégiale

Jacques DEVESELEER, dir., *La collégiale Saint-Vincent de Soignies. Un quart de siècle de restauration. 1985-2009*, Soignies, Musée du Chapitre, 2009 (Les Cahiers du Chapitre, 11), 288 p., 370 ill. couleurs. L'ouvrage peut être commandé au secrétariat de l'ASBL Musée du Chapitre :  
c.balate@skynet.be – 067/33.12.10  
Prix de vente: 33 € (+ 6 € frais de port).



## DEUX OUVRAGES IMPORTANTS SUR L'HISTOIRE DE BRUXELLES

Paulo CHARRUADAS, *Croissance rurale et essor urbain à Bruxelles. Les dynamiques d'une société entre ville et campagnes (1000-1300)*. Bruxelles, Académie Royale de Belgique, 2011, 404 p., cartes et plans (Mémoire de la Classe des Lettres, coll. in-8°, 3<sup>e</sup> s., t. 56). Prix : 28 € (Diffuseur : Académie Royale de Belgique, site web : [www.academieroyale.be](http://www.academieroyale.be) et e-mail : [arb@cfwb.be](mailto:arb@cfwb.be)).

Cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat défendue à l'Université Libre de Bruxelles en 2008, s'attache à étudier la croissance de Bruxelles depuis sa naissance, autour de l'an 1000, jusque vers 1300, d'une part, et, d'autre part, à définir la société bruxelloise de ce Moyen Âge central.

En apparence simple, cette problématique prenait dans le cas de Bruxelles des allures de défi en raison de sources documentaires très déficientes jusque dans les années 1100. Paulo Charruadas a pris l'option, originale par rapport à l'historiographie bruxelloise, de dépasser la dialectique ville-campagnes en prenant un point d'observation réunissant les deux milieux : la région, à savoir un espace d'une vingtaine de kilomètres autour de la ville correspondant à la « zone d'extension périurbaine maximale dans laquelle les paysans et les fermiers pouvaient transporter dans la journée, depuis

leur lieu d'activité vers la ville, leurs surplus de production » (p. 10).

En tenant compte de cette continuité entre milieu rural et agglomération urbaine, l'auteur a divisé son étude en deux grandes parties.

Une première partie s'intéresse à la conquête des espaces ruraux et urbains. Territoire au départ marginal, dépourvu de *civitas*, donc de chef-lieu central important pendant le haut Moyen Âge, la région bruxelloise s'organise progressivement, d'une part autour de points d'ancrage domaniaux périphériques, en liaison avec le *portus* – l'agglomération commerciale de la ville – situé aux abords de Saint-Géry. D'autre part, l'espace régional se structure grâce à la politique entreprenante des comtes de Louvain, famille princière « étrangère », provenant du *pagus* (la circonscription administrative héritée des institutions carolingien-

nes) voisin de la Hesbaye. N'ayant aucune légitimité originelle pour s'imposer comme *domini fundi* éminents, les comtes de Louvain parviendront à s'implanter dans la ville en s'aidant de gros propriétaires fonciers ecclésiastiques locaux comme l'abbaye de Nivelles, dont ils sont les avoués, et en fidélisant des lignages aristocratiques locaux puissants comme la famille des Anderlecht-Aa, apparentée aux châtelains de Bruxelles. L'amélioration parallèle des techniques agraires (élevage en stabulation, amendement des sols), bénéficiant de sols limoneux bien irrigués, offrait d'excellentes conditions pour une agriculture à haut rendement. La demande croissante de la population citadine induira au début du XIII<sup>e</sup> siècle des investissements considérables dans le développement du maraîchage par la culture de légumineuses et de raves, un apport inestimable pour la croissance économique de la ville, jusqu'alors sous-estimé par l'historiographie. Car une partie de ces légumineuses et de ces raves pouvaient servir de fourrage pour le bétail, conduisant par conséquent à une augmentation de la productivité du cheptel et donc *in fine* à une hausse de l'approvisionnement urbain des métiers de l'alimentation et de l'artisanat du cuir.

La seconde partie, consacrée à la société régionale bruxelloise, mon-

tre notamment comment le XIII<sup>e</sup> siècle constitue une période de dépossession des acteurs fonciers traditionnels – communautés rurales et seigneurs alleutiers traditionnels – au profit d'aristocrates citadins et de l'aristocratie laïque secondaire vivant sur des domaines bien connectés avec la ville. Contrairement à d'autres cas de villes des anciens Pays-Bas comme Gand (et peut-être Louvain ?), où l'aristocratie urbaine procède d'antiques possesseurs du sol, l'émergence du patriciat bruxellois s'appuie plutôt sur un processus de recomposition sociale mixte, rassemblant notables ruraux émigrés en ville recherchant une augmentation de leurs profits et serviteurs ducaux urbanisés dans le cadre de leur fonction dans l'entourage princier. L'historien observe là l'émergence d'un nouveau groupe social dont les pratiques cumulent sans encombre technique commerciale, pouvoir politique, connaissances de la gestion domaniale et culture équestre.

L'ouvrage offre par conséquent un point de vue très neuf sur le concept de société urbaine au Moyen Âge dans les anciens Pays-Bas. On soulignera finalement la qualité de ses cartes détaillant l'emprise des pouvoirs princier et seigneuriaux dans la banlieue bruxelloise.

David KUSMAN



Paula DUMONT & Brigitte VANDER BRUGGHEN (dir.), *Restauration(s) et conservation*. Bruxelles, éd. Région de Bruxelles-Capitale, 2011, 166 p., ill., cartes et plans. Prix : 20 € (en vente exclusive dans les librairies ; voir le site web de la Direction des Monuments et Sites : [www.monument.irisnet.be](http://www.monument.irisnet.be) ).

Publié à l'occasion des Journées du Patrimoine 2011 à Bruxelles, cet ouvrage collectif pose la double question de la restauration et de la conservation du « patrimoine à ciel ouvert » représenté par les jardins historiques ou les habitations privées classées, par exemple.

Une première partie de l'ouvrage, plus théorique, analyse l'évolution des principes de restauration du patrimoine en milieu urbain depuis la création de la Commission des Monuments par le roi Léopold I<sup>er</sup> en 1835 jusqu'à la difficile application de la charte de Venise en 1965 sur la conservation et la restauration des monuments et sites (contributions de Linda Van Santvoort et Yves Robert). On découvre, entre autres aspects, comment s'entremêlent enjeux identitaires de la jeune nation belge et préoccupations patrimoniales dans la complexe restauration de l'hôtel de Ville à l'époque d'Alphonse Wauters et Charles Buls ; mais aussi pourquoi certains articles de la charte de Venise liés à la notion d'authenticité de la restauration perdent de leur pertinence dans le

contexte d'un patrimoine mondialisé.

Une seconde partie de l'ouvrage s'intéresse à sept études de terrain concrètes. Chaque chantier de restauration pose en effet au maître d'œuvre des défis spécifiques à sa nature. Pensons d'abord aux solutions envisagées face à la restauration d'un site soumis à des agressions extérieures fréquentes dans l'espace de transformation continue qu'est la ville contemporaine. Cette perspective rassemble assurément la problématique de la reconstitution d'un jardin historique, patrimoine fragile et évolutif (contribution d'Anne-Marie Sauvât sur les jardins de la Maison van Buuren, 1927-1930), celle de la préservation du fragment de l'enceinte urbaine du XIII<sup>e</sup> siècle, rue de Villers, menacée par des dégradations régulières de nature microbiologique (contribution de Teresa Patricio) et enfin, celle de la restitution de la menuiserie extérieure d'un immeuble à appartement construit en 1952 par l'architecte Willy Van der Meeren (contribution de Barbara Van der Wee).

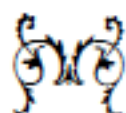
Pensons ensuite aux intérieurs des demeures classées quand il s'agit de retrouver des matériaux historiques disparus. Très évocatrice sous cet angle est la restauration des décors en stuc du jardin d'hiver de l'hôtel Métropole créés par l'architecte décorateur Alban Chambon, supprimés par l'architecte Adrien Blomme en 1936 et retrouvés par analyse stratigraphique au début du XXI<sup>e</sup> siècle (contribution de Paul-C. Hautecler). De même, la restitution du décor intérieur du salon de l'hôtel van Eetvelde, créé par Victor Horta, imposait une recherche poussée des tissus originaux utilisés pour les tentures murales, allant du dépouillement des archives du musée Victor Horta jusqu'à la visite d'un musée d'arts décoratifs norvégien (contribution de Françoise Aubry).

Pensons enfin à l'importance de l'approche interdisciplinaire quand il s'agit de comprendre l'évolution d'une structure bâtie complexe. L'illustre, l'étude d'une maison située au n°3 du Quai au Bois de Construction (contribution de Patrice Gautier), remontant sans doute à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle : ont été menées conjointement recher-

ches d'archives, analyse dendrochronologique des poutres par le Centre européen d'Archéométrie de l'Université de Liège, étude du papier peint des chambres par l'Institut Royal du Patrimoine Artistique et étude archéologique du site par le Centre de Recherche en Archéologie et Patrimoine de l'Université Libre de Bruxelles. La restauration de la façade sud du grand hall de l'aviation du Musée royal de l'Armée (Jean-Luc Bruggmans et Joris Snaet) a imposé pareillement le recours à des techniques d'ingénierie avancée, reposant sur l'expertise de laboratoires spécialisés dans l'utilisation et le traitement du métal pour les structures portantes, alors que des recherches historiques visaient à redécouvrir les matériaux d'origine employés dans la façade (type de verre, colonnade en pierre bleue, etc...).

On le constate, c'est un panorama très stimulant des approches patrimoniales du bâti urbain qui est livré dans cet ouvrage quand, pour citer Françoise Aubry, la restauration doit « transporter le visiteur dans le passé avec douceur et fluidité ».

David KUSMAN





## PROCHAINES CONFÉRENCES DE LA SRAB À L'AUDITORIUM CONSERVART

**Mardi 24 avril 2012** : Pierre ANAGNOSTOPOULOS (Société Royale d'Archéologie de Bruxelles, doctorant à l'Université Libre de Bruxelles), *L'ancien palais du Coudenberg à Bruxelles. Réflexions sur le dépôt lapidaire provenant des fouilles archéologiques.*

**Mardi 22 mai 2012** : Anne BUYLE (Société Royale d'Archéologie de Bruxelles), *Les archives de Jean-Philippe-Eugène de Merode, marquis de Westerlo (1674-1732) : des architectes, peintres, sculpteurs et artisans à l'œuvre pour un commanditaire peu banal.*

**Auditorium Conservart :**  
985, chaussée d'Alseberg, 1180  
Bruxelles (Uccle).  
Accueil à 18 h.15

## !! ADRESSES E-MAIL !!

Les membres sont invités à communiquer leur adresse e-mail, soit par écrit ou par téléphone au Secrétariat de la SRAB, soit par mail au Président: [alain.dierkens@skynet.be](mailto:alain.dierkens@skynet.be)

## RAPPEL COTISATION 2012

Si vous ne l'avez déjà fait, il est grand temps de régler votre cotisation annuelle !

Elle peut être versée sur le compte IBAN n° BE24 0000 0265 1938 (code BIC: BPOTBEB1) de la Société Royale d'Archéologie de Bruxelles, avec la mention "COTISATION 2012".

Elle est de 35 € pour les membres effectifs comme pour les membres adhérents.

Cette cotisation donne droit aux Annales, à la Lettre mensuelle et au Bulletin d'Information. Elle donne également accès aux diverses activités de la Société (conférences, visites, excursions, etc.).

Signalons que les dons à la SRAB supérieurs à 40 € sont immunisés d'impôts.

### COMITÉ DE RÉDACTION DU BULLETIN D'INFORMATION

Alain DIERKENS  
Claire DICKSTEIN-BERNARD  
Jean-Marie DUVOSQUEL  
Michel FOURNY  
David KUSMAN  
Madeleine LE BON  
Didier MARTENS  
Jean-Didier van PUYVELDE  
André VANRIE

*Coordination et réalisation :*  
Jean-Didier van PUYVELDE

SECRÉTARIAT DE LA S.R.A.B.  
Tél.: 02/650.24.86 - Fax: 02/650.24.50